



Discours de Rentrée académique 2024-2025 *de la Professeure Anne-Sophie  
NYSSSEN Rectrice élue*

Rentrée académique de l'Université de Liège – 17 septembre 2024

## **Rentrée académique de l'Université de Liège, 17 septembre 2024**

### **Discours de la Rectrice Anne-Sophie Nyssen**

Après les cérémonies mondialisées des jeux olympiques et paralympiques, voici donc revenu le moment de notre non moins grandiose cérémonie d'ouverture... académique. Pour mon équipe et pour moi, c'est en quelque sorte la mi-temps. Lors de ma prise de fonctions il y a deux ans, j'avais proposé un certain nombre d'objectifs, et même de défis. Je m'étais même laissée aller à quelques formules définitives du genre « je veux réenchanter l'ULiège ». Je voudrais donc revenir sur ces grands objectifs et partager avec vous quelques commentaires.

Un premier objectif était de changer notre style de gouvernance et notre façon de « faire communauté ». Mettre en œuvre une gouvernance basée sur l'intelligence collective, sur l'engagement sur des valeurs communes, la coopération, la solidarité, la confiance, la transparence et la bienveillance, plutôt que sur l'autorité, la compétition de tous contre tous, le secret et la méfiance. Nous avons redonné du pouvoir à nos structures participatives, et aux facultés. Nous avons consulté, écouté, rencontré, nous avons rendu visite. Nous avons valorisé la transparence et l'éthique. Nous avons mis en place un « conseil participatif du genre et politiques d'égalité ».

Et évidemment l'un des événements marquants a été l'occupation du bâtiment central, et je voudrais vous dire quelques mots sur la manière dont nous avons géré cet épisode. Depuis le 7 octobre 2023, je m'étais exprimée à plusieurs reprises au nom de l'ULiège quant à l'évolution tragique du conflit israélo-palestinien, en réclamant un cessez-le-feu immédiat, et en condamnant sans réserve tant le massacre des civils israéliens par le mouvement terroriste Hamas, que la riposte militaire intentionnellement disproportionnée du gouvernement Netanyahu. L'ULiège avait aussi reconnu sa responsabilité éthique en tant qu'institution en charge de la recherche. Le 18 décembre 2023, nous nous sommes engagés aux côtés des autres universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à travers deux motions du CRef, à suspendre les collaborations institutionnelles avec les organisations qui soutiennent ou sont directement impliquées dans les violations du droit international et des droits humains. Un screening des collaborations a été initié au sein de l'institution.

Le mouvement international appelant au boycott des universités israéliennes, puis l'occupation le 10 mai dernier du bâtiment central, nous ont incités à préciser notre démarche. Pour moi, il n'était pas question d'un boycott systématique des universités israéliennes, mais d'examiner au cas par cas nos coopérations. Vous voyez sur la photo que cela a entraîné... disons quelques messages forts à mon égard.

Mais j'ai été très solidement entourée, notamment par mon équipe, et je n'ai pas complètement perdu le sommeil. Merci encore à vous ! Nous avons donc toléré cette occupation, en toute conscience de son impact sur la qualité de vie au travail, et bien qu'elle ne corresponde pas aux modalités de libre expression et de débat dont l'université doit rester garante.

Nous voulions minimiser les risques de violences dans le contexte de paroxysme émotionnel créé par les bombardements des civils à Gaza. Je ne me voyais pas dire à nos étudiants : « sortez, cela ne nous concerne pas, ici c'est une école ». À Gaza, l'école est finie. Et les universités, les hôpitaux, les égouts, les administrations, les bibliothèques, les mosquées, les églises, les médicaments, la nourriture, l'eau potable, tout ça c'est fini. Alors nous avons fait le double pari que le mouvement saurait 1) préserver une cohabitation pacifique, et 2) dépasser les injonctions menaçantes pour accepter de participer à une réflexion commune. Nous avons signé une convention d'occupation, et

d'importants moyens ont été mobilisés pour assurer la sécurité des lieux. Nous avons inclus ces étudiant·es dans une démarche d'élaboration du cadre éthique devant guider les analyses au cas par cas des partenariats. Nous avons mis en place un nouveau Conseil Éthique Participatif pour réfléchir aux responsabilités éthiques et politiques du monde universitaire vis-à-vis des partenaires de recherche. Notamment vis-à-vis de la situation en Palestine et en Israël, mais pas seulement.

Merci notamment, et je sais que j'en oublie, à Florence Caeymaex, Edouard Delruelle, Christophe Deprez, Pierre Duysinx, Michel Moutschen et Quanah Zimmerman, pour leur patience, leur intelligence et leur ténacité dans la conduite de cette difficile interaction. Je remercie également tout le personnel du Bâtiment central et de la Faculté de Philosophie et Lettres pour sa compréhension. Le groupe en charge du screening a été officiellement constitué en organe permanent appelé « Commission de guidance et de vigilance des relations internationales à risque ».

Les étudiant·es ont cessé leur occupation le 21 juin, sans violence ni dégradation, en déclarant avoir remporté une grande victoire. Quant à moi, je ne parlerais ni de victoire ni de défaite. Nous avons passé des semaines très difficiles, épuisantes. Je retiens qu'ils nous ont forcés à progresser dans la mise en actes de notre position annoncée publiquement, sans que celle-ci ne change sur le fond. Voilà pour l'occupation.

Je souhaite évoquer également au titre du changement de style gouvernance un deuxième événement, certes dérisoire par rapport au drame de la Palestine, mais qui a eu un fort retentissement en interne : l'interruption du mandat de notre administrateur. Je sais que certains d'entre vous ont été surpris, parfois choqués, par cette décision. Et j'ai bien entendu la rumeur publique... Étant tenue à une stricte obligation de confidentialité sur les débats institutionnels, je ne répondrai pas sur le fond à cette rumeur.

Mais je ferai volontiers un commentaire sur la forme. Cette évaluation à mi-mandat est prévue par la loi, et nous avons appliqué celle-ci scrupuleusement. La commission d'évaluation puis le CA, dont les 44 membres représentent tous les corps de notre institution, ont rendu leur avis et décision à l'unanimité.

J'y vois l'illustration de ce que, lorsque les collectifs assument leur responsabilité, ils prennent parfois des décisions difficiles, et différentes de celles attendues comme évidentes. Voilà. La procédure d'appel à candidatures est lancée. Je ne doute pas que nous aurons des candidatures de grande valeur pour ce poste exigeant mais passionnant et prestigieux.

Un second grand objectif était de relever les défis posés à nos enseignements et à notre recherche par les transformations du monde : réchauffement climatique, effondrement de la biodiversité, ou montée de l'IA et de la digitalisation. Je ne vais pas vous refaire mon couplet sur la catastrophe climatique et écologique annoncée. Nous le savons tous maintenant : nous ne tiendrons pas du tout l'objectif de 1°5 de la COP 21. Je voudrais juste rappeler que notre objectif est la recomposition massive de nos enseignements, autour des sciences de la transition durable, avec l'apport des sciences humaines, et autour de la transdisciplinarité.

Nous avons créé un fonds spécifique transversal dans l'enseignement et la recherche et mis en place un cours « transitions » qui a mobilisé 50 chercheurs et toutes les facultés. Il est obligatoire pour tous les bacheliers, et accessible aux masters et aux personnels. Et après deux années – je sais, c'est bien long mais ça montre bien la difficulté de sortir du disciplinaire traditionnel – après deux ans donc, de consultation du personnel, des facultés, et un benchmark international, nous avons décidé la création d'un « Institut de transition ». Le projet et le budget ont été validés par le CA, et je peux annoncer son lancement officiel pour janvier-février, avec appel à projets d'actions de recherche concertées. Je remercie vivement Sybille Mertens et tous les membres de la communauté qui ont œuvré à ce projet.

Un troisième axe stratégique concerne la place de l'enseignement universitaire dans la société. Le débat électoral du printemps a remis à l'actualité la question de la réforme du décret « Paysage » de 2022. J'ai pris position publiquement dans ce débat, en tant que présidente du CRef à l'époque, et en tant que Rectrice de cette université. Ma position personnelle est très claire et basée sur des constats empiriques. Le décret paysage dans sa forme initiale visait un objectif noble et parfaitement cohérent avec notre principe d'une université ouverte à tous. Mais il n'atteignait pas cet objectif !

Les chiffres sont têtus : le taux de réussite des étudiant.es y compris défavorisé.es n'a pas augmenté, au contraire. Les étudiant.es manquaient de repères, ils évoluaient dans une sérénité artificielle et étaient confrontés en fin de parcours au poids soudain insupportable du « sac à dos » des retards de crédits accumulés. D'où un stress important, pour les étudiant.es et peut-être plus encore pour le corps enseignant. Et une pression à la dévaluation des diplômes. Il fallait réformer, et la réforme dite Glatigny allait dans le bon sens. Et il fallait se donner le temps d'en mesurer plus finement les effets. Les impacts délétères de la COVID 19 devaient être compensés par des mesures transitoires pour certaines cohortes, et non par une remise en cause prématurée de la réforme.

Pour le dire autrement, je pense que la conjonction actuelle de l'accès libre, du décret Paysage et de l'enveloppe fermée constitue un système généreux mais malade. Il entraîne une course aux étudiants entre les universités - une illustration de plus de la « tragédie des communs » ! Nous pompons tous dans la même nappe phréatique. La concurrence des intérêts individuels de chaque université les stresse et les épuise. Elles traitent de plus en plus mal un nombre de plus en plus élevé d'étudiant.es, avec de moins en moins de moyens. Et globalement la Fédération Wallonie-Bruxelles gaspille ses ressources. Je vois ici présent.es mes collègues rectrices et recteurs. Je vois aussi des responsables politiques, dont notre ministre de tutelle. Et je les remercie tous très chaleureusement de leur présence. Et je crois bien que nous allons devoir travailler ensemble ! Je crois qu'il est urgent de réunir tous les acteurs pour reprendre une réflexion sur les études universitaires, dans le cadre systémique de l'ensemble des filières de formation.

Enfin un quatrième objectif concernait le rayonnement de l'ULiège et son - ouvrez les guillemets - « réenchantement ». Il s'agissait de redonner à l'ULiège de la visibilité et de l'attrait pour l'extérieur, du plaisir, de la passion et de la fierté pour ses personnels et ses étudiants. Nous avons renoué des liens de confiance avec la municipalité de Liège et obtenu la reconnaissance par l'Unesco de Liège « ville apprenante ». Nous avons travaillé nos relations internationales, notamment via l'alliance européenne UNIC. Nous avons créé le titre d'ambassadeur de l'ULiège, pour des personnalités qui participent au rayonnement de l'ULiège dans le monde, et décerné les trois premiers titres à Véronique de Keyser, Jean Surdej et Jean-Marie Kawembe. Le 30 septembre, nous remettons la deuxième médaille « Alumni en lumière » à notre ancienne étudiante Christine Jacobs-Wagner, aujourd'hui professeure de microbiologie et immunologie à Stanford. Nous avons lancé le programme « ULiège Université hospitalière ». Et n'oublions pas l'organisation et le grand succès de « Rêve général » qui a réuni « arts et science » au cœur de notre campus durant un mois avec plus de 13.000 participants.

Alors évidemment une évolution en matière de « rayonnement » est très difficile à mesurer. Mais il y a des signes de progression. Nous progressons de 100 places dans le classement QS. Nous pouvons être fiers de notre 1<sup>er</sup> rang en Fédération Wallonie-Bruxelles, au 2<sup>e</sup> rang belge et 48<sup>e</sup> rang mondial au QS Sustainability Ranking qui évalue la réponse des universités aux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

La présence de l'ULiège et de ses chercheurs dans les journaux de presse internationale augmente. La communication de l'ULiège vers l'extérieur et vers les étudiant.es a été remarquée y compris à l'international, avec un prix décerné à un de nos Mooc, et des vidéos Instagram et Tiktok plébiscitées par les étudiants (plus de 2,9 et 1,5 millions de vues respectivement !). Et pour terminer, comme il n'y a pas de futur sans mémoire, je vous rappelle que l'ULiège fêtera le 6 novembre les 100 ans d'existence de sa station scientifique du Mont Rigi en plein cœur des Hautes Fagnes. Vous êtes tous bienvenus ! Et ça nous rappelle que l'Université de Liège « rayonne » aussi sur la Wallonie grâce à ses multiples campus : Liège centre, Sart-Tilman, Gembloux, Arlon.

Alors maintenant quid de l'avenir, et pour commencer, quid de cette nouvelle année universitaire ? Bien malin ou maline celui ou celle qui pourrait dire ce qui va arriver dans les mois et les quelques années qui viennent. L'instabilité et l'incertitude sont devenues la règle dans le monde, et soyons lucides : ce qui va nous arriver de plus important ne sera sans doute pas décidé dans mon bureau, mais à Washington. Et quand on ne sait pas ce qui va se passer on fait des plans, même si comme le dit le proverbe, « aucun plan de bataille ne résiste au premier contact avec l'ennemi ».

Alors nous avons des plans, et l'année 2024-25 sera consacrée d'abord à la poursuite des engagements pris dans les Plans Stratégiques Institutionnel et Infrastructure.

J'ai été frappée, en entendant récemment la présentation du rapport Draghi sur la compétitivité de l'Europe, de l'importance d'inscrire notre stratégie dans un diagnostic et une vision de l'avenir, concernant non seulement la Fédération Wallonie-Bruxelles, mais aussi l'Europe. Et j'ai été rassurée de trouver quelques bons échos entre ses recommandations et ce que nous cherchons à faire. Il propose par exemple : d'accroître l'innovation, de doubler le budget du programme-cadre de recherche et d'innovation (nous sommes preneurs !), de développer l'IA dans les secteurs stratégiques, de développer ensemble décarbonation et compétitivité, de simplifier le cadre administratif, de créer un nouveau statut d'« entreprise européenne innovante » et favoriser la croissance des start-ups.

Et je vous donne quelques exemples de nos projets. Nous allons poursuivre le soutien institutionnel aux plateformes d'excellence en recherche. Nous allons inaugurer très prochainement le nouveau digital campus dans l'ancienne centrale thermoélectrique sur le site de Val Benoît. Nous allons poursuivre la politique d'égalité par une académisation partielle des FNRS et des cliniciens chercheurs du CHU. Nous allons enclencher la simplification administrative et lancer un inventaire de toutes les niches de simplification potentielle. Nous allons poursuivre de la rénovation des bâtiments : l'aquarium, le bâtiment central, le bâtiment de chimie, Gembloux, etc.

Et nous allons aussi nous battre pour avancer après cette période d'élection et donc de statu quo, sur les grands dossiers, par exemple : celui de la valorisation de la recherche et du fond de la maturation de spin-offs, celui dit du « précompte chercheur » dans lequel nous considérons que le fédéral nous doit la bagatelle de 60 millions €, celui du déménagement des deux facultés au centre-ville, celui du projet de télescope Einstein - qui constitue une fantastique opportunité de développement scientifique, mais aussi économique pour la Région et au-delà, pour la Belgique toute entière.

Et enfin, comme l'année dernière, j'ai souhaité donner un thème à notre nouvelle année académique. Il ne s'agit pas de remplacer tout ce que je viens de dire, mais de lui donner une sorte de « couleur ». C'est comme l'année du cochon en Chine. Ca ne signifie pas que tout le monde se met à élever des cochons. J'ai choisi : Sciences, Libertés, Démocraties. Et je voudrais pour terminer vous expliquer pourquoi. D'abord quel est le lien entre ces trois mots ?

Pour essayer de répondre, je vous emmène un instant à Rome.

Il y a sur le Campo de' Fiori la statue d'un homme qui regarde le Vatican, et dont le Vatican demanda en vain le déboulonnage. C'est la statue du frère dominicain défroqué et génial philosophe Giordano Bruno, érigée en 1887 sur le lieu même de sa mort. Il y fut brûlé vif par l'Inquisition papale le 17 février 1600, pendu nu et la tête en bas, pour avoir refusé d'abjurer ses idées, malgré huit années de prison et de tortures.

En contradiction avec le dogme, selon lequel la Terre était le centre de la création divine, il avait publiquement soutenu le modèle héliocentrique de Copernic. Il en avait même accentué le caractère disruptif, postulant que l'univers était infini, qu'il n'avait donc pas de centre, et que les étoiles étaient d'autres soleils lointains entourés de planètes qui pourraient bien abriter aussi la vie.

Il ne s'agissait pas d'un conflit entre visions « scientifiques » différentes, ni même entre science et religion. Il s'agissait d'un conflit entre liberté de penser et pouvoir politique. Son crime était de refuser l'autorité de l'Église comme unique base de connaissance. Son crime était d'oser rechercher, découvrir et apprendre par soi-même, d'oser penser différemment, et d'oser le dire.

Tous les régimes totalitaires le savent : liberté de penser et démocratie vont ensemble. Le fait de partager une « réalité factuelle » nous permet ensuite d'avoir des opinions divergentes et un débat démocratique. Or la science produit ce qui se fait de mieux en matière de « réalité factuelle à partager ».

Mais même les pires dictatures ne bannissent pas la science. Les nazis, les staliniens, les communistes chinois ont tout fait pour développer la science et ses applications technologiques. Mais c'est une science sous contrôle, focalisée sur ce qui sert le pouvoir et la puissance militaire. Et c'est une science sous influence idéologique. On se souvient de la pseudo-génétique de Lyssenko promue sous Staline au rang de théorie officielle exclusive, opposée à la « science bourgeoise ».

Mais même dans les démocraties, fleurissent des idéologies qui prétendent développer des « vérités alternatives » ou même des théories scientifiques alternatives. Le célèbre paléontologue américain Stephen Jay Gould, mort en 2002, doit une part de sa célébrité à ses batailles juridiques épiques des années 80 contre des lois promulguées dans une douzaine d'États, sous l'influence des intégristes protestants, en faveur du « créationnisme scientifique », autorisant d'enseigner, dans l'enseignement public secondaire, le récit biblique de la création au même niveau « scientifique » que la théorie darwinienne.

Mais il faut également regarder les choses du point de vue inverse. On ne peut pas déclarer la liberté totale de la science. La science ne peut pas être au-dessus de tout. Le progrès de la connaissance ne peut pas tout justifier. On ne peut pas laisser s'emballer une folle compétition des chercheurs, hors de tout principe éthique ou moral. La recherche doit se faire dans le respect des droits humains et celui de la planète. Et ce ne sont pas des conditions simples à définir. Il y a plus que des nuances autour du monde. Voilà pourquoi il nous faut continuer la réflexion.

Et si la science peut dire ce qui n'est pas de la science, elle ne peut pas prétendre dire le vrai en dehors de son propre champ. Or les scientifiques ne sont pas toujours exempts de tentations intégristes. On raconte que pendant ce fameux Congrès de Solvay de 1927, lors d'une discussion, Paul Dirac s'était livré à une critique implacable de la religion et de son rôle d'opium du peuple. Sur quoi Wolfgang Pauli aurait conclu : « *En réalité notre ami Dirac a lui aussi sa religion, et son credo est : 'Dieu n'existe pas, et Dirac est son prophète'.* »

On pourrait penser que depuis 1927, ou même les années 80, la distinction entre la science et la croyance, ou entre la réalité et la fiction, est soldée. J'allais dire : on pourrait penser que la messe

est dite. Mais pas du tout ! Au contraire, les frontières se brouillent avec la propagation épidémique des fake news et des théories complotistes ou farfelues sur les réseaux sociaux, avec la montée de l'IA, des méta-mondes et des réalités virtuelles, et le recours galopant à ces artefacts comme armes de déstabilisation massive, la science est de plus en plus au défi, non seulement d'établir sa « vérité », mais aussi de se faire entendre.

Et à cet égard le contexte international se dégrade. Les dernières élections européennes ont confirmé la montée de l'extrême droite un peu partout en Europe. Les tensions augmentent, le racisme se propage, la menace grandit pour le droit à l'avortement et pour l'égalité de genre. Or par rapport au reste du monde, l'Europe est un îlot de liberté ! On pense évidemment à la situation dramatique - pour ne pas dire délirante - des femmes en Iran, ou en Afghanistan. Mais le phénomène est loin de se limiter aux pays dominés par un islamisme radical.

Depuis décembre 2023, l'Argentine est dirigée par le libertarien et extrémiste de droite Javier Milei, l'homme à la tronçonneuse, qui décapite les ministères, la culture, l'éducation, la solidarité sociale. Aux États-Unis, les droits des femmes reculent. Une interdiction totale ou quasi totale de l'avortement sévit dans 21 États du pays.

Trump est soutenu dans sa campagne actuelle par un « nationalisme chrétien » plus fort et extrémiste que jamais. Près d'un Américain sur deux aujourd'hui croit que Dieu a créé les humains dans leur forme actuelle il y a moins de 10.000 ans !

Or nous ne sommes pas une tour d'ivoire, mais un lieu ouvert sur le monde. Parce que notre métier est de comprendre le monde, et parce nous faisons partie du monde, qu'il entre chez nous chaque matin avec nos personnels et nos étudiant.es, avec leur vécu, leurs convictions et leurs émotions. Comme nous l'a rappelé l'occupation pro-palestinienne.

Alors cette thématique annuelle comment va-t-elle se traduire plus concrètement ? Eh bien par exemple, elle influencera le choix des docteurs *honoris causa*. Je soumettrai bientôt au vote de notre corps académique trois propositions de personnalités en cohérence avec la thématique de cette année. Et contrairement aux années précédentes, nous ne remettrons pas ces insignes aujourd'hui. L'expérience de l'année passée a montré tout l'intérêt d'une cérémonie individualisée pour chaque récipiendaire.

Ensuite, tout au long de cette année, à travers l'organisation de manifestations, de conférences, de débats, nous mettrons à l'honneur des scientifiques et des personnalités d'exception qui illustrent cette liberté de penser et cet engagement pour la science et la démocratie. Je peux déjà annoncer l'organisation au printemps d'une table ronde consacrée à la liberté de recherche et d'enseignement, avec la participation notamment de Mahbouba Seraj, journaliste américano-afghane mondialement connue pour sa lutte en faveur des droits des femmes à l'éducation en Afghanistan, de notre compatriote Olivier Vandecasteele, emprisonné 15 mois en Iran, et de notre ancien étudiant Hamid Babaei, emprisonné pendant six ans en Iran.

Mais au-delà de ces initiatives, j'attends aussi de ce thème annuel une inspiration – je dirais même une « respiration commune » – pour orchestrer vos talents, nos talents.

Je n'oserais pas parler de flamme académique, ou « d'illumination commune » ... Mais un élan partagé, un rythme commun... Alors place à la musique ! Merci de m'avoir écoutée si longuement !

###